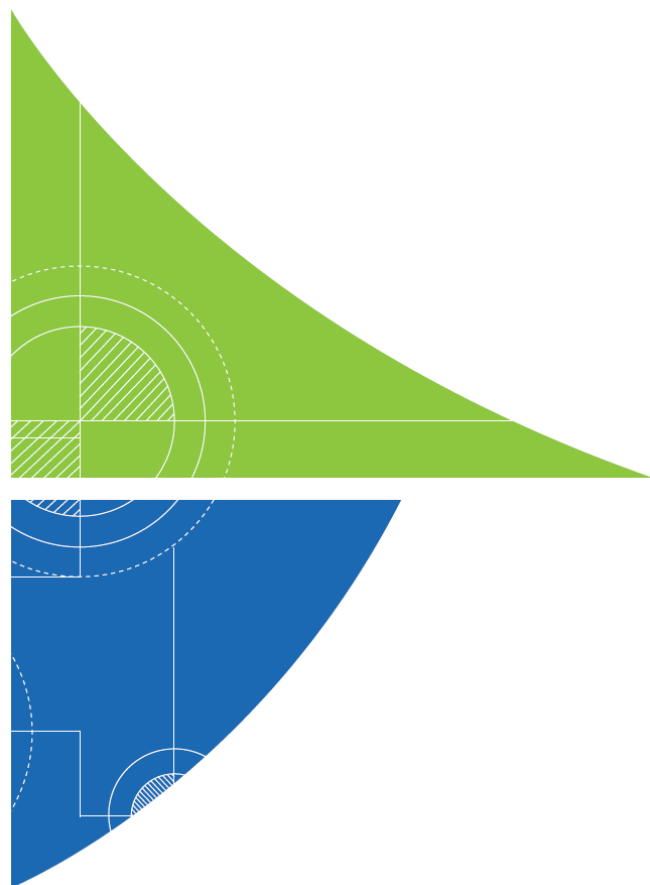


ANNEXE 2



RAPPELS REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES

Table des matières

1	Acronymes	3
2	Gestion des risques liés à l'épidémie de Covid-19	4
2.1	Introduction.....	4
2.2	Mesures générales	4
2.2.1	Respect des gestes barrières.....	5
2.2.2	Prise en compte des mesures de distanciation	5
2.2.3	Port des protections	5
2.2.4	Disponibilité des équipements dédiés à la lutte contre la propagation virale	6
2.2.5	Disponibilité des équipements dédiés à la lutte contre la propagation virale	6
2.3	Mesures spécifiques	7
2.3.1	Organisation du chantier	7
2.3.2	Gestion des zones de vie.....	7
2.3.3	Continuité des chaînes d'approvisionnement	7
2.3.4	Gestion des coactivités	7
2.3.5	Organisation des secours	8
2.3.6	Cas particulier des travaux de désamiantage	8
2.4	Dispositions en cas d'arrêt de chantier consécutif à une mesure de confinement	8
2.4.1	Mise en sécurité du chantier	8
2.4.2	Garde du chantier	9
2.4.3	Réouverture de chantier.....	9
2.4.4	Cas particulier des travaux de désamiantage	9
3	Compétence des entreprises et des opérateurs	10
3.1	Cotraitance, sous-traitance, mise à disposition de personnels.....	10
3.1.1	Cotraitance en cours de marché	10
3.1.2	Sous-traitance en cours de marché	10
3.1.3	Mise à disposition de personnels	11
3.2	Qualifications de l'entreprise et du personnel	11
3.3	Cas de la déconstruction.....	12
3.4	Cas du désamiantage	12
3.5	Cas des opérateurs affectés aux travaux de déplombage.....	12
4	Normes et règlements applicables.....	13
4.1	Prescriptions relatives à la santé publique, au travail et à l'emploi	13
4.2	Repérage amiante et contrôle visuel.....	14
4.3	Analyses.....	15
4.4	Santé des populations	16
4.5	Prescriptions relatives aux fibres céramiques réfractaires.....	16
4.6	Plomb.....	16
4.7	Prescriptions relatives à l'environnement, aux ISD, aux transports	17
4.8	Autres normes relatives à l'amiante.....	17
4.9	Prescriptions, normes relatives aux risques électriques	18
4.10	Normes relatives aux installations et activités en hauteur	18
4.11	Réglementation européenne	19
4.12	Lutte contre le Covid-19	19

1 Acronymes

Au titre du présent document, les sigles et abréviations susceptibles d'être utilisés sont :

ACRONYMES	DÉSIGNATIONS
ADR / ADN	Accord européen pour le transport international des marchandises Dangereuses par Route / par voie
AFNOR	Association Française de NORmalisation
APR	Appareil de Protection Respiratoire
AMO / AMOA	Assistant au Maître d'Ouvrage / Assistant au Maître d'Ouvrage Amiante
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
BSDA / BSDD	Bordereau de Suivi des Déchets dangereux contenant de l'Amiante / Bordereau de Suivi des Déchets
CAP	Certificat d'Acceptation Préalable
CARSAT / CGSS	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail / Caisse Générale de Sécurité Sociale
CCAG / CCAP	Cahier des Charges Administratives Générales / Cahier des Charges Administratives Particulières
CCTP / CCTG	Cahier des Clauses Techniques Particulières / Cahier des Clauses Techniques Générales
CHSCT / DP	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail / Délégués du Personnel
CRAMIF / CARSAT	Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France
CREP	Constat des Risques d'Exposition au Plomb
CSPS	Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé
COFRAC	COmité FRançais d'ACcréditation
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DICT	Demande d'Intention de Commencement de Travaux
DREETS	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DIUO	Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage
DD / DND / DI	Déchets Dangereux / Déchets Non Dangereux / Déchets Inertes
DOE = RFT = RFI	Dossier d'ouvrage exécuté / Rapport de Fin de Travaux / Rapport Final d'Intervention
DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
DTA	Dossier Technique Amiante
EPI	Équipements de Protection Individuelle
ERDF	Électricité Réseau Distribution France
ERP	Établissement Recevant du Public
F/L	Fibres par Litre
FDS	Fiche de Données de Sécurité
FID	Fiche d'identification de Déchet
FPA	Facteur de Protection Assigné
IGH	Immeuble de Grande Hauteur
INRS	Institut National de Recherche et de Sécurité
ISDD / ISDND /	Installations de Stockage de Déchets Dangereux / Non Dangereux / Inertes
MCA = MPCA	Matériau Contenant de l'Amiante / Matériau et Produit Contenant de l'Amiante
META	Microscopie Électronique à Transmission équipée d'un Analyseur à dispersion d'énergie des rayons X
MO	Maître d'ouvrage = Maîtrise d'ouvrage
MOE	Maître d'Œuvre = Maîtrise d'Œuvre
MPC = EPC	Moyens de Protection Collective / Équipements de Protection Collective
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
PAS / PAC / PAD	Point d'Arrêt Statique / Point d'Arrêt Confinement / Point d'Arrêt Désamiantage
PGC(SPS)/PPSPS	Plan Général de Coordination SPS / Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PIC	Plan d'Installation de Chantier
PIRL	Plate-forme Individuelle Roulante Légère
PRE	Plan de Retrait ou d'Encapsulage des matériaux contenant de l'amiante
PV	Procès-Verbal
RATU = DAT	Rapport Amiante avant Travaux Ultérieurs / Diagnostic Avant Travaux
SSI / CSSI	Système de Sécurité Incendie / Coordonnateur Système de Sécurité Incendie
SST	Sauveteur Secouriste du Travail
TCE	Tous Corps d'État
THE	Très Haute Efficacité
THP / UHP	Très Haute Pression / Ultra Haute Pression
UCF	Unité de Chauffe et Filtration d'eau
UP	Unité de Passage
VIC	Visite d'Inspection Commune
VLB / VME	Valeur Limite Biologique / Valeur Limite de Moyenne d'Exposition
VLE / VLEP	Valeur Limite d'Empoussièrément / Valeur Limite d'Exposition Professionnelle

2 Gestion des risques liés à l'épidémie de Covid-19

Pour la réalisation du marché objet du CCTP dont la présente partie est une annexe indissociable, le titulaire doit prendre en compte dans sa réponse et dans ses procédures, les dispositions spécifiques liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19. Les spécifications qui suivent n'ont aucun caractère limitatif. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre les mesures édictées par les pouvoirs publics et par l'OPPBTP, d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.

Par ailleurs, les spécifications relatives à la gestion des risques liés au COVID-19 sont réputées évolutives dans l'application de certaines règles de protection qui pourront provenir de plusieurs organismes légitimés dans l'évaluation des impacts de cette épidémie. Cette annexe n'a donc pas pour objectif de définir des méthodes ou procédés définitifs, mais plutôt de favoriser une réflexion puis une évaluation plus fine des risques vis-à-vis des travaux envisagés. A ce titre, tous les apports d'organismes légitimés, postérieurs à cette annexe et jugés utiles devront être incorporés à l'analyse des risques par les acteurs du projet. Par suite, les intervenants sur le projet et répondants au cahier des charges des travaux ne pourront évoquer des omissions ou oublis particuliers relatifs à la gestion du risque COVID-19 qui proviendraient d'éventuelles imprécisions de la présente annexe

Il appartient à chaque entreprise d'adapter son analyse de risques en lien avec ses services de médecine du travail pour évaluer la gestion du risque COVID-19 sur le chantier spécifique objet du présent document. Chaque entreprise demeure responsable des méthodologies, organisations et moyens qu'elle met en œuvre et s'assure du respect des mesures et réglementations relatives à la protection des personnes et à la limitation de la propagation de l'épidémie dans le cadre de l'organisation de son fonctionnement et de ses travaux.

2.1 Introduction

La France, depuis Février 2020 est touchée par une épidémie de grande ampleur liée au virus Covid-19.

L'ensemble des mesures liées à la protection des personnes et à la limitation de la propagation du virus doivent s'appliquer sur chantier comme dans toute la chaîne d'approvisionnement du chantier (transports, préparation, logistique).

La présente note n'a pas pour vocation à se substituer aux mesures édictées par les pouvoirs publics et aux préconisations émises par l'OPPBTP, qui sont de toutes façons mouvantes selon l'avancement épidémique ; elle a pour but de préciser les mesures minimales à prendre en compte dans le cadre de l'organisation de ce chantier de désamiantage / déplombage durant les périodes d'épidémie.

La présente note se réfère au [Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus SARS-COV-2](#) édité par l'OPPBTP dans sa version du 02/03/2022. Toute version ultérieure est réputée prise en compte par le titulaire qui devra se tenir informé des évolutions des préconisations à l'avancement de sa prestation.

Il est rappelé que dans les chapitres qui suivent, les prescriptions ne sont pas réputées comme suffisantes. Elles sont éventuellement nécessaires, fonction du contexte de l'opération et vouées à évolution. Elles sont une base de réflexion commune indispensable et utilisable pour déterminer la gestion du risque.

2.2 Mesures générales

L'entreprise définira dans son analyse de risque, et appliquera strictement, l'ensemble des dispositions nécessaires à la protection des personnes et à la limitation de la propagation de l'épidémie.

2.2.1 Respect des gestes barrières

A date de rédaction du présent document, les mesures de gestes barrières édictées par les pouvoirs publics et adaptées par l'OPPBTP sont :

- ✓ Respect d'une distance minimale d'un mètre entre les personnes à tout moment, sauf consignes particulières indiquées ci-après.
- ✓ Lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon liquide, a minima en début de journée, à chaque changement de tâche, et toutes les 2 heures en cas de port non permanent des gants, après contact impromptu avec d'autres personnes ou port d'objets récemment manipulés par d'autres personnes. Séchage avec essuie-mains en papier à usage unique (voir détail ci-dessous). Se laver les mains avant de boire, manger et fumer ; si les mains sont visiblement propres, en utilisant une solution hydroalcoolique. La possibilité de se laver les mains avec accès à un point d'eau et du savon est une condition incontournable pour autoriser l'activité
- ✓ Respecter les consignes émises par les autorités sanitaires.
- ✓ Rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage, avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains.

2.2.2 Prise en compte des mesures de distanciation

A date de rédaction du présent document, les mesures de distanciation édictées par les pouvoirs publics et adaptées par l'OPPBTP sont :

- ✓ Une distance minimale d'un (1) mètre doit être respectée à tout moment. L'entreprise appliquera strictement ces mesures de distanciation dans tous les cas de figure où elles sont applicables.
- ✓ A défaut, l'entreprise privilégiera les procédés, méthodologies, et organisation de travail permettant le respect de ces mesures.
- ✓ Dans le cas d'impossibilité technique totale de la distanciation entre personnes, l'entreprise prévoira la minimisation des durées de ces tâches, associée au port de protections efficaces contre la propagation du virus (masques respiratoires, visières, gants, combinaisons).

2.2.3 Port des protections

A date de rédaction du présent document, au sein des entreprises dans les lieux collectifs clos, les mesures de protection édictées par les pouvoirs publics et adaptées par l'OPPBTP sont :

- ✓ Masque de protection respiratoire de type masque à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90%) ou de masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical ou de protection supérieure ;
- ✓ Port de visières de protection, ou, à défaut, de lunettes de protection
- ✓ Port de gants de travail

Tous les utilisateurs de ces équipements de protection doivent être formés à leur utilisation, en ce compris les techniques d'équipement et de déséquipement, de fréquence de changement, d'entretien, de mise en sac après utilisation.

Depuis septembre 2020, certaines adaptations et dérogations ont été rendues possibles sous certaines conditions - voir liste complète dans le guide de l'OPPBTP :

- En fonction du niveau de circulation du virus (niveaux état d'urgence sanitaire, rouge, orange ou vert), des adaptations et dérogations au port du masque sont possibles, même dans les lieux clos ;
- Possibilité de retirer temporairement son masque à certains moments dans la journée, dès lors qu'un certain nombre de mesures sont prises : par exemple l'existence d'une extraction d'air fonctionnelle ou d'une ventilation ou aération adaptée. Ces mesures dépendent du niveau d'état d'urgence sanitaire ;
- Sur les chantiers en extérieur, le port du masque n'est pas obligatoire, sauf en cas de travail à moins d'un mètre

Toutefois, considérant les épisodes de reprises épidémiques récurrents, le titulaire doit se tenir en permanence en capacité de revenir au niveau le plus contraignant de dispositions d'endiguement de l'épidémie qui ont été demandés par les pouvoirs publics, moyennant la fourniture de consommable et la mise en œuvre, sans délai, de l'organisation de chantier qui s'impose. Cette capacité et sa mise en œuvre sont réputées incluses dans sa mission.

2.2.4 Disponibilité des équipements dédiés à la lutte contre la propagation virale

Le chantier devra en permanence comporter en suffisance les consommables et équipements utiles à la gestion du risque Covid-19. Le référent Covid-19 pour le chantier, mentionné ci-après, sera notamment en charge de vérifier que les matériels nécessaires sont constamment disponibles et que les mesures de distanciation, d'hygiène individuelle et de décontamination périodiques sont dûment mis en œuvre. À ce titre, la liste des équipements, au-delà d'un point d'eau avec savon, proposé dans le guide de l'OPPBTP / du ministère du travail dans sa version du 10/04/20 est la suivante :

Fournitures générales nécessaires au respect des consignes sanitaires

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Désinfectant type Javel diluée, alcool à 70°, Anios Oxy'floor ou Phagosurf ND. - Lingettes désinfectantes type WIP'Anios (poignées, clavier d'ordinateurs, siège de toilettes, véhicules, engins, outillage...). - Savon liquide. - Essuie-mains jetables. - Poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage. - Sacs à déchets. - Gants usuels de travail. - Gants jetables pour manipuler les poubelles et pour le nettoyage/désinfection. - En cas d'absence de point d'eau sur le lieu de travail, bidons | <ul style="list-style-type: none"> d'eau clairement marqués « eau de lavage mains ». - Gel ou solution hydroalcoolique (en complément, si disponible). - Masques de protection respiratoire, en fonction des situations de travail* : • Masques de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/DGE/DGT du 29 mars 2020) ou de type FFP1. • Masques chirurgicaux de type II ou de protection supérieure (en complément et pour activités spécifiques). |
|--|---|

**se référer aux fiches-conseils « Port du masque » et « Aide au choix d'un masque » en annexes*

Par ailleurs, le titulaire se devra de veiller aux points suivants :

- Présence de poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage, sacs à déchets, gants à usage unique
- Organisation d'un stockage des fournitures et matériaux pour plusieurs jours sur le site des opérations ou dans les véhicules pour réduire au minimum les passages du personnel au dépôt
- Conservation 24 heures dans un espace clos réservé à cet effet avant élimination des déchets potentiellement souillés par le COVID-19 (tels que les masques à usage unique utilisés spécifiquement à cette fin) dans un double sac poubelle, à
- Nettoyage des surfaces extérieures des matériels sont, dans la mesure du possible, avec un produit lessiviel ou un désinfectant avant que ceux-ci soient renvoyés au dépôt ou restitués au loueur

2.2.5 Disponibilité des équipements dédiés à la lutte contre la propagation virale

Le Guide de l'OPPBTP met à disposition, en annexe, 3 check-list pratiques dans le but de :

- Définir et respecter les modalités spécifiques face aux risques liés à la Covid-19 en phase travaux, avec une clarification du « qui fait quoi ? » propre à chaque nature d'opération du BTP ;
- S'assurer que les conditions d'exécution sont bien toutes garanties avec les principales parties prenantes (client => fournisseurs => prestataires / sous-traitants / cotraitants).

Durant la période de préparation de chantier, et dans le cadre de son analyse des risques et de son PPSPS, il sera demandé à l'entreprise de compléter la Check-List « 10 points à échanger avec mon client professionnel, (commerçant, industriel, collectivités...) », puis de la faire valider au MOA.

Puis, pour l'ensemble de ses fournisseurs / sous-traitants, l'entreprise renseignera la Check-List « 10 points à échanger avec mon fournisseur ».

2.3 Mesures spécifiques

2.3.1 Organisation du chantier

L'entreprise se conformera a minima aux prescriptions de l'OPPBTP à date de rédaction du présent document, à savoir :

- ✓ Contrôle d'accès des salariés et intervenants
- ✓ Formation et information du personnel et des intervenants
- ✓ Désignation d'un référent covid-19
- ✓ Mise en place des mesures permettant le lavage de mains régulier

2.3.2 Gestion des zones de vie

L'entreprise devra organiser et dimensionner les espaces de vie de chantier (vestiaires, sanitaires, réfectoires, salles de réunions, bureaux ...) ainsi que leur utilisation de manière à permettre la bonne application des mesures de distanciation et les gestes barrières.

Ces règles édictées dans le guide OPPBTP à date de rédaction du présent document, sont rappelées ci-après :

- ✓ Afficher les consignes
- ✓ Organisation d'ordres de passage (prise de poste, repas, fin de poste, sanitaires)
- ✓ Espacement des places en vestiaires et réfectoire, ainsi qu'en salles de réunions
- ✓ Positionnement de marqueurs de distanciation
- ✓ Privilégier les lieux de pause et de réunion en extérieur
- ✓ Adapter, quand cela est possible, les sens de circulation au niveau des couloirs et accès
- ✓ Organiser et imposer le lavage des mains à l'entrée de la zone de vie
- ✓ Mettre à disposition et réapprovisionner régulièrement les moyens de nettoyage des mains et des surfaces
- ✓ Organiser et imposer le nettoyage quotidien des locaux de vie, y compris, toutes les deux heures, des surfaces de contact usuelles (poignées de porte, main courantes, mobiliers, électroménager ...)

2.3.3 Continuité des chaînes d'approvisionnement

L'entreprise devra s'assurer, dans la cadre de sa préparation de chantier et dans son suivi des travaux, de la continuité de service de l'ensemble des composantes de sa chaîne d'approvisionnement.

Seront particulièrement vérifiées les capacités de continuité :

- ✓ D'approvisionnement des fournitures, consommables, matériels, matériaux
- ✓ Des évacuations de déchets
- ✓ Des transports et services de logistique
- ✓ Des interventions de maintenance et de réparation
- ✓ Des interventions de prélèvements d'air et de matériaux
- ✓ Des opérations d'analyse des prélèvements (air, matériaux, eau ...)
- ✓ De garde et de surveillance du chantier
- ✓ De l'ensemble des sous-traitants et prestataires nécessaires à la continuité de l'activité dans des conditions optimales de sécurité

2.3.4 Gestion des coactivités

L'entreprise devra s'assurer, dans la cadre de sa préparation de chantier et dans son suivi des travaux, de la bonne adaptation de son organisation des travaux. A ce titre, les ateliers de travail devront être ordonnancés de manière à limiter les contacts rapprochés entre personnes.

- ➔ Constitution d'équipes réduites au maximum étanches entre elles
- ➔ Espacement des ateliers de travail
- ➔ Continuité de tâche par équipe
- ➔ Instauration et matérialisation de cheminements évitant les regroupements et les croisements de personnes
- ➔ Instauration d'horaires permettant de limiter les contacts répétés ou durables

2.3.5 Organisation des secours

L'entreprise devra prévoir, dans ses procédures d'intervention et de secours, la protection de tout intervenant amené à entrer en contact avec une personne nécessitant soins ou assistance. La protection de l'intervenant comme de la personne nécessitant des soins, sauf urgence vitale ne permettant pas une autre organisation des secours, devra être assurée par l'application des règles générales.

Périodiquement et selon l'importance des pics épidémiques qui peuvent provoquer la saturation de certains services d'urgence, l'entreprise devra vérifier sur les sites des préfectures si les services de secours sont disponibles en cas d'intervention d'urgence nécessaire sur chantier.

2.3.6 Cas particulier des travaux de désamiantage

Le cas particulier des travaux de retrait d'amiante ne doit pas réduire le niveau de protection des personnes, ni au regard du risque amiante, ni au regard du risque biologique.

Les phases identifiées comme sensibles sont :

- Les phases d'habillage et d'équipement précédant l'entrée en zone
- Les phases d'entrée en zone
- Les phases de sortie de zone et la décontamination associée
- Les phases d'habillage suivant la sortie de zone

A ce titre l'Entreprise pourra prévoir, selon son analyse de risque, de mettre en place des dispositions permettant de limiter les contacts rapprochés et durables entre personnes durant ces phases :

- Adaptation du nombre d'intervenants en zone confinée
- Adaptation des surfaces prévues en zone d'approche
- Adaptation des heures d'entrée et sortie de la zone confinée
- Adaptation du circuit d'entrée et sortie de zone (par exemple, et sous réserve de compatibilité aéraulique, un sas d'entrée et un sas de sortie)
- Désinfection du sas (ou sas de sortie) après chaque passage
- Adaptation du rôle de l'homme de sas
- Vérification renforcée de la vitesse d'air au niveau des sas.

L'entreprise devra également veiller à la parfaite maîtrise de la décontamination des appareils de protection respiratoire (et à plus forte raison la pièce faciale) avant chaque utilisation.

L'application de ces dispositions doit pouvoir inclure les intervenants connexes au chantier de désamiantage (examineurs visuels, préleveurs, contrôleurs...) en échange avec ces sociétés.

2.4 Dispositions en cas d'arrêt de chantier consécutif à une mesure de confinement

Dans le cas de mesures de confinement qui entraîneraient une impossibilité temporaire de la continuité du chantier, l'entreprise devra prévoir toutes les dispositions visant à assurer la parfaite sécurité du chantier.

2.4.1 Mise en sécurité du chantier

L'entreprise devra prévoir les dispositions minimales de mise en sécurité suivantes :

- ✓ Achèvement immédiat de la démolition des parties d'ouvrage dont l'instabilité pourrait entraîner des effondrements, basculements ou chutes d'objets spontanés
- ✓ Evacuation ou déplacement de tous stocks de matériels ou de déchets pouvant gêner la circulation des tiers ou des services de secours sur le chantier comme sur sa périphérie
- ✓ Dépose ou repliement de tout élément pouvant être sujet à instabilité ou envol
- ✓ Mise en sécurité des postes de travail en hauteur
- ✓ Mise en sécurité des cheminements
- ✓ Condamnation des accès aux zones non sécurisées, non éclairées, présentant des risques de chute
- ✓ Condamnation des accès aux échafaudages et autres matériels d'élévation
- ✓ Rangement et mise à l'abri de tous produits inflammables, explosifs ou représentant un danger en cas de déversement
- ✓ Mise en sécurité et fermeture des accès au chantier et des clôtures périphériques au chantier
- ✓ Coupure des alimentations d'eau et d'électricité non nécessaires

2.4.2 Garde du chantier

L'entreprise devra maintenir ses dispositifs de surveillance du site et assurer la garde du chantier conformément à son marché.

Elle devra en outre prévoir une astreinte permettant des interventions en cas de dégradation de l'état du chantier pouvant engendrer des situations à risque, et ce dans le respect des conditions de sécurité du personnel intervenant.

2.4.3 Réouverture de chantier

L'entreprise, dès lors que les conditions permettant la reprise de son activité sont réunies (y compris toute sa chaîne d'approvisionnement telle que décrite en §3.3), devra, avant de proposer tout redémarrage, procéder à la vérification de l'état du chantier et notamment :

- ✓ A la vérification et au contrôle de tous les dispositifs d'élévation des personnes
- ✓ A la vérification et au contrôle de l'état de tous les dispositifs de manutention
- ✓ A la vérification et au contrôle de l'état des clôtures internes et clôtures périphériques du chantier
- ✓ A la vérification et au contrôle de l'état des dispositifs de distributions en eau et en électricité du chantier

La proposition de redémarrage devra être validée par le Maître d'Ouvrage, qui s'assurera de la continuité de l'activité des autres intervenants du chantier (MOA/MOE/CSPS/Contrôleur visuel ...) avant de l'autoriser.

2.4.4 Cas particulier des travaux de désamiantage

2.4.4.1 Mise en sécurité des zones de retrait d'amiante lors d'un arrêt de chantier

Les zones de retrait d'amiante, qu'elles soient sous confinement statique ou dynamique, doivent faire l'objet de dispositions particulières en cas de suspension de l'activité du chantier.

A ce titre, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en sécurité de la zone au regard du risque amiante, pour les personnes comme pour l'environnement :

- ✓ Ramassage et conditionnement de tous les déchets en cours de production
- ✓ Nettoyage des surfaces
- ✓ Assainissement de la zone
- ✓ Si cela est possible dans le contexte, réalisation en urgence de mesures d'air META en vérification de l'empoussièrement dans la zone
- ✓ Calfeutrement des entrées d'air
- ✓ Arrêt des extracteurs et contrôleurs de dépression
- ✓ Condamnation des accès à la zone
- ✓ Vérification et condamnation des zones de stockage des déchets
- ✓ Vérification et renforcement de la signalisation des risques liés à l'amiante en périphérie de la zone

Dans le cas où l'entreprise décide de maintenir la dépression de la zone de retrait, elle devra prévoir une astreinte pour ses interventions de maintenance usuelle (changement de filtres ...) et une capacité d'intervention en cas d'alerte sur un défaut de la dépression enregistrée.

Ces conditions d'intervention devront alors être en accord avec les mesures de confinement et de protection imposées par les pouvoirs publics.

2.4.4.2 Conditions de reprise des travaux de désamiantage après arrêt de chantier

La reprise d'activité après suspension des travaux devra valider l'ensemble des préalables nécessaires au maintien de la sécurité des personnes et de l'environnement.

A ce titre, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires à la reprise en sécurité de la zone au regard du risque amiante, y compris les acteurs indispensables et connexes à son activité :

- ✓ Validation de la continuité de la chaîne d'approvisionnement telle que mentionnée en §3.3
- ✓ Rédaction de l'avenant au plan de retrait concernant toutes les modifications induites par l'arrêt de chantier
- ✓ Vérification de la validité des certificats de qualification des entreprises
- ✓ Vérification de la validité des titres d'habilitation et fiches d'aptitude médicale des personnels
- ✓ Vérification de la validité des contrôles réglementaires des matériels, EPI et MPC
- ✓ Port d'APR type TM3P P3 pour accès au site de l'opération avant connaissance des résultats de mesurage META
- ✓ Réalisation de mesures d'air META post-incidents en vérification de l'empoussièrement dans la zone et à son approche
- ✓ Eventuelles procédures de décontamination associées aux résultats des mesures
- ✓ Vérification générale de l'état du confinement et du bon fonctionnement des appareils connexes

Mise en dépression de la zone et réalisation d'un point d'arrêt confinement de reprise, y compris test de fumée

Pour ce qui concerne l'adaptation de la procédure de la décontamination des personnes, le titulaire devra :

- ✓ Organiser des temps espacés d'entrées et de sorties de zone entre les personnels.
- ✓ Assurer un balayage régulier de l'air à l'extérieur de la zone de travail (dilution), naturel ou artificiel (recycleur d'air) en évitant toute perturbation de la dépression de la zone polluée.
- ✓ S'assurer que chaque travailleur arrose avec la douchette les parois des douches avant et après la prise de douche (pour le suivant).
- ✓ Désinfection du sas d'hygiène après chaque passage d'opérateur
- ✓ Désinfection généralisée de l'ensemble des tunnels de décontamination a minima quotidienne
- ✓ Mettre en place un dispositif de mesure de temps (minuteur) permettant de gérer les entrées espacées du personnel.
- ✓ Le cas échéant, à proximité de la zone d'approche, mettre en place un détecteur sonore ou lumineux permettant d'informer le sas-man de la présence de personnel.

3 Compétence des entreprises et des opérateurs

3.1 Cotraitance, sous-traitance, mise à disposition de personnels

3.1.1 Cotraitance en cours de marché

Les travaux de confinement, de retrait de MPCA peuvent être réalisés dans le cadre d'une cotraitance entre entreprises certifiée à la même étape de la certification amiante, en cours de validité, sous réserve, d'une part, que cette organisation soit préalablement agréée par le MO, et d'autre part que les interventions de chacune des entreprises soient clairement distinctes (différents bâtiments ou différentes phases de mission par exemple). Il en va de même pour la partie déconstruction et les certifications demandées contractuellement.

3.1.2 Sous-traitance en cours de marché

Les dispositions applicables à la sous-traitance sont les suivantes :

- Demande préalable d'agrément du sous-traitant (détenant les certifications de qualification nécessaires en cours de validité, transmission du dossier administratif complet) par le MO ;
- En cas de non-paiement direct par le MO, mise en place, par l'entreprise, d'une caution bancaire ;
- Etablissement et diffusion par le sous-traitant d'un PPSPS ;
- Réalisation de la VIC avec le CSPS ;
- Présence sur le chantier de l'encadrement de chantier du titulaire durant toute la durée de la prestation du sous-traitant.

Le titulaire fait siennes toutes obligations en matière d'information, de vérifications de ses sous-traitants (MPC, EPI, contrôles atmosphériques, assurances, etc.).

Pour les travaux de gestion de l'amiante et du plomb, en cas de sous-traitance, le titulaire en informe son intention pour décision du MOE et du MO en indiquant les tâches sous-traitées et les montants et pourcentages du marché sous-traités. En tout état de cause, et sous réserve d'une justification appropriée, ces travaux ne pourront excéder 50% du montant des travaux affectés aux travaux de gestion de l'amiante et du plomb.

Il est rappelé que, hormis pour les travaux spécifique comme la mise en œuvre des échafaudages ou celle des confinement thermoformés¹, les entreprises sous-traitantes participant à la mise en œuvre des isolements de chantier / des confinements / des préparations de surfaces par application de film polymérisant de type Polyasim doivent être certifiées et intervenir en sous-section 3 du code du travail relativement à l'amiante avec édition d'un PRE. Ce PRE peut cependant être simplifié et ne concerner que les points traités par l'entreprise parmi ceux listés au décret du 04/05/2012.

Les dispositions applicables à la sous-traitance sont les suivantes :

- Demande préalable d'agrément du sous-traitant (détenant les certifications de qualification nécessaires en cours de validité, transmission du dossier administratif complet) par le MO ;
- En cas de non-paiement direct par le MO, mise ne place, par l'entreprise, d'une caution bancaire ;
- Etablissement et diffusion par le sous-traitant d'un PPSPS ;
- Réalisation de la VIC avec le CSPS ;
- Présence sur le chantier de l'encadrement de chantier du titulaire durant toute la durée de la prestation du sous-traitant.

Le titulaire fait siennes toutes obligations en matière d'information, de vérifications de ses sous-traitants (MPC, EPI, contrôles atmosphériques, assurances, etc.).

3.1.3 Mise à disposition de personnels

L'entreprise titulaire du marché est autorisée, sous réserve du respect des dispositions ci-après, à recourir à mise à disposition de personnels pour des travaux de confinement et de retrait de MPCA. Les dispositions applicables au titre de la mise à disposition de personnels sont les suivantes :

- Demande d'autorisation préalable auprès du MO et du MOE
- Les personnels mis à disposition doivent l'être par une entreprise dotée des mêmes certifications de qualification, en cours de validité, requises pour l'exécution des présents travaux
- Etablissement d'une convention de prêt de main d'œuvre entre les parties (prêteur/emprunteur) indiquant, l'identification, les formations, le suivi médical, le résultat du test d'ajustement de chaque opérateurs intervenant en prêt de main d'œuvre, ainsi que la durée du prêt de main d'œuvre.

3.2 Qualifications de l'entreprise et du personnel

Pour mémoire, et conformément à la réglementation applicable, les personnels de l'entreprise intervenant sur le chantier sont habilités (formation et recyclages en cours de validité), font l'objet d'un suivi médical spécifique renforcé (visites médicales à jour) et bénéficient d'un contrat de travail à durée indéterminée.

L'entreprise affectera au chantier, à minima, dans le cadre de la réalisation des présents travaux, des personnels dotés des formations et habilitations suivantes en cours de validité :

- SST (1 pour 5 personnes en zone + 1 en extérieur de zone) ;
- Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (chariot et/ou nacelle) si mise en œuvre d'engins sur le présent chantier ainsi que les autorisations de conduite correspondantes ;
- Formation ADR du personnel (amiante) obligatoire pour les travailleurs intervenant dans la gestion des déchets emballage, conditionnement et chargement ;
- Contrôle et réception d'échafaudages en cas de mise en œuvre de ces équipements sur le chantier. Outre le PV établi par un organisme externe, les opérateurs en charge de l'autocontrôle quotidien des échafaudages devront être dûment formés à leur vérification ;
- B0, H0, HOV pour tout le personnel présent sur le chantier et qualification supérieure en cas d'intervention sur les réseaux (raccordement, dévoiement, etc.).

Cette liste n'est pas exhaustive et doit être adaptée aux circonstances et contextes d'intervention que déterminera l'entrepreneur avant et pendant l'exécution des travaux.

¹ § 3.3 de la note de la DGT du 19 janvier 2017

Préalablement au démarrage des travaux, en phase de préparation, l'entreprise sera tenue de transmettre la liste nominative des personnels et de leur niveau de qualification au MO, permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre par l'entrepreneur. L'entrepreneur sera tenu de pouvoir justifier des qualifications annoncées pour ses personnels en produisant à la demande les diplômes attestant des niveaux de qualification.

3.3 Cas de la déconstruction

À tout moment de la réalisation du chantier, l'entreprise sera titulaire des certificats de qualification répondant aux exigences de la réglementation suivants :

- Pour les travaux de démolition, selon leur technicité : QUALIBAT 1113 / 1112 / 1111
- Toute autre certification rendue nécessaire par les travaux à réaliser, y compris en cas d'évolution du programme de travaux ou de découverte en phase chantier.

3.4 Cas du désamiantage

À tout moment de la réalisation du chantier, l'entreprise sera titulaire des certificats de qualification répondant aux exigences de la réglementation suivants :

- Pour les travaux de retrait de l'amiante ou d'encapsulage : QUALIBAT 1552, AFAQ AFNOR ou GLOBAL CERTIFICATION ;

L'entreprise informera également le MO des actions engagées qui seraient susceptibles de remettre en cause la validité de sa/ses certification(s) de qualification durant la réalisation des présents travaux. En cas de retrait ou de suspension de la certification amiante en cours de travaux, l'entreprise sera tenue pour seule responsable de la situation et le MO pourra provoquer une fin anticipée du marché et la résiliation du contrat en cours, y compris achèvement des travaux par une tierce entreprise aux frais du titulaire. L'entreprise est donc tenue d'informer le MO et le MOE sans délai en cas de suspension de sa certification.

Pour mémoire, et conformément à la réglementation applicable², les personnels de l'entreprise intervenant sur le chantier sont habilités (formation et recyclages en cours de validité), font l'objet d'un suivi médical spécifique renforcé (visites médicales à jour) et bénéficient d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Chaque opérateur devra bénéficier du résultat de son test d'ajustement correspondant au masque qui lui est attribué.

3.5 Cas des opérateurs affectés aux travaux de déplombage

Conformément à la réglementation³ l'employeur est tenu d'organiser la formation et l'information des personnels exposés au plomb. Cette information aura pour objet d'informer des dangers présentés par les différents postes de travail et des moyens de protection collective et individuelle adoptés pour les prévenir.

Les salariés devront avoir été formés aux techniques employées, aux équipements de protection utilisés et notamment au port des APR, aux procédures de nettoyage du chantier et d'évacuation de déchets, aux modalités d'entrée et sortie de zone de travail, aux règles strictes d'hygiène générales et aux interdictions associées aux travaux en présence de risque plomb. Le formateur doit être compétent vis-à-vis du risque plomb. L'employeur doit être en mesure de démontrer, via les supports de formations par exemple, que la formation dispensée à ses salariés couvre bien tous les points précités.

Un suivi médical des salariés est à assurer à la charge de l'entrepreneur :

- Examen préalable à l'affectation de tout salarié exposé au plomb, à effectuer obligatoirement avant le démarrage des travaux
- Avis d'aptitude périodique selon décision du médecin du travail

L'employeur de salariés potentiellement exposés au plomb a pour obligation de déclarer cette activité en risque particulier auprès de son service de santé au travail

Les valeurs limites biologiques à ne pas dépasser sont fixées à :

- 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes ;
- 300 µg de plomb par litre de sang pour les femmes.

² Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

³ Décret 88-120 du 01/02/1988 relatif à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés

Les résultats de mesures de l'ensemble des personnels intervenant sur le chantier (cureurs, déplombeurs, échafaudiers, etc.) devront être présentées avant le chantier (résultats généraux par rapport au seuil et aux augmentations / baisses, sur les personnels, non nominatifs), pendant le chantier si celui-ci dure plus de 3 mois, et à la fin du chantier.

4 Normes et règlements applicables

L'ensemble des textes réglementaires et guides professionnels qui suivent, ou leur version mise à jour le cas échéant, sont applicables à la réalisation des travaux objets du présent marché. Cette liste n'est cependant pas exhaustive, le titulaire étant réputé satisfaire à l'ensemble de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques dans le cadre de l'exécution de sa mission.

4.1 Prescriptions relatives à la santé publique, au travail et à l'emploi

- **Arrêté du 25 juillet 2022** fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs
- **Arrêté du 21 décembre 2021** définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
- **Arrêté du 24 décembre 2021** concernant les critères de certification des diagnostiqueurs
- **Arrêté du 6 juillet 2021** modifiant l'arrêté du 17 mai 2021 relatif à l'ouverture, dans les régions Hauts-de-France, Pays de la Loire, Occitanie, Normandie et La Réunion, du pilote de la plateforme DEMAT@MIANTE relative à la transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante
- **Arrêté du 20 juillet 2018** portant création du titre professionnel d'opérateur de chantier de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers
- **Arrêté du 20 juillet 2018** portant création du titre professionnel d'encadrant technique d'une opération de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers
- **Arrêté du 20 juillet 2018** portant création du titre professionnel d'encadrant de chantier de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers
- **LOI n° 2016-1088 du 8 août 2016** relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (1) – Titre VII – Article 113 ;
- **Décret n°2016-510 du 25 avril 2016** relatif au contrôle de l'application du droit du travail
- **INSTRUCTION N° DGT/CT2/2015/238** du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015** relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Décret no 2013-594 du 5 juillet 2013** relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Arrêté du 8 avril 2013** relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- **Arrêté du 7 mars 2013** relatif aux équipements de protection individuelle
- **Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012** relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Arrêté du 14 décembre 2012** fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encoffrement d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- **Arrêté du 14 août 2012** relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- **Arrêté du 23 février 2012** définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- **Décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013**, relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L 4153.9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de 18 ans
- **Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013**, relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans
- **Décret n° 2011-354 du 30 mars 2011** relatif à la définition des facteurs de risques professionnels

- Code du travail, articles D 4121-6 à 9 et arrêté du 6/12/96 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés
- Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Décret n° 2012-136-1 du 30 janvier 2012 relatif à la fiche prévue à l'article L 4121-3-1 du code du travail
- Les **guides INRS**, les fiches métier CRAMIF / CARSAT / CARSAT et les fiches de la CNAMTS relatifs à l'amiante
- Le guide INRS relatifs aux opérations en sous-section 4 référencé ED6262 de septembre 2016
- Le guide INRS relatif aux tests d'ajustement référencé ED 6273 de mai 2021
- Les **notes de la DGT** relatives à l'amiante et notamment : Note du 09/07/18, Note du 05/12/17, Note du 24/08/17, Note du 19/01/17, Note du 08/12/16, Note du 16/10/15, Note du 04/03/15
- Résultats de la campagne META médiatisés en septembre 2011 et ouvrant la réflexion du traitement de l'amiante en fonction de niveau d'empoussièrement mesurés sur plusieurs chantiers de retrait
- Les **bases de données SCOL@ et CARTO AMIANTE** d'avril 2021
- Les **règles techniques pour le désamiantage** édités par le SYRTA et le SEDDRE en 2021 – 2022 ;
- Le programme n°144 / LAB REF 26 et 28 du COFRAC

4.2 Repérage amiante et contrôle visuel

- **Norme PR NF P 94-001 de novembre 2021** – Repérage amiante environnemental - Etude géologique des sols et des roches en place - Mission et méthodologie
- **Norme NF X 46-021 de septembre 2021** « Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie »
- **Arrêté du 22 juillet 2021** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité
- **Arrêté du 24 décembre 2020** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les aéronefs
- **NF X46-102 de novembre 2020** – Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie
- **Norme NF L80-001** – Série aérospatiale – Repérage avant travaux de l'amiante dans les aéronefs – Mission et Méthodologie – Mars 2020
- **Direction Générale du travail** - Questions - Réponses Métrologie Amiante – édition 2020
- **Arrêté du 23 janvier 2020** modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- **Arrêté du 13 novembre 2019** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les matériels roulants ferroviaires
- **Arrêté du 8 novembre 2019** relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis
- **NF F01-020** - Applications ferroviaires – Repérage amiante – Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante dans le matériel roulant ferroviaire – octobre 2019
- **Arrêté du 16 juillet 2019** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis,
- **Arrêté du 19 juin 2019** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes
- **NF X46-100** - Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité – Mission et méthodologie – Juillet 2019
- **NF X 46-101** - Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les navires, bateaux et autres constructions flottantes – Mission et méthodologie – Janvier 2019

- **Arrêté du 2 juillet 2018 modifié par arrêté du 25 mars 2019 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique** et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- **Norme NF X46-020 d'août 2017** « Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis »,
- **Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations,
- **LOI n° 2016-1088 du 8 août 2016** relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (1) – Titre VII – Article 113,
- **Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux de novembre 2013** réalisé sous l'égide du Comité de Pilotage national « Travaux Routiers – Risques Professionnels » et ses fiches 1 à 4
- **Arrêté du 26 juin 2013** modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
- **Arrêté du 26 juin 2013** relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- **Arrêté du 21 décembre 2012** relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- **Arrêté du 12 décembre 2012** relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
- **Arrêté du 12 décembre 2012** relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- **Arrêté du 19 décembre 2011** relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment
- **Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011** relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- **Arrêté du 2 décembre 2002** relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (JO du 06 décembre 2002),
- **Arrêté du 15 janvier 1998** modifiant l'arrêté du 7 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis,

4.3 Analyses

- NF X 43-050 Qualité de l'air – détermination de la concentration en nombre de fibres par microscopie électronique à transmission – méthode indirecte - juillet 2021
- **Arrêté du 26 décembre 2019** modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
- **Arrêté du 1er octobre 2019** relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
- NF X 43-269 Qualité de l'air – air des lieux de travail – détermination de la concentration du nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase – méthode du filtre à membrane - décembre 2017
- NF EN ISO 16000-7 (2007) et son guide d'application GA X 46-033 (Août 2012) concernant les stratégies de mesures de l'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

4.4 Santé des populations

- **Circulaire n°2003-73 contre du 10 décembre 2003** relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- **Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001** modifiant le décret 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- **Circulaire du 25 septembre 1998** relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

4.5 Prescriptions relatives aux fibres céramiques réfractaires

- **Arrêté du 30 mai 2018** relatif aux conditions de mesurage à des fins de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres céramiques réfractaires
- **Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012** fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques
- **Arrêté du 26 octobre 2007** relatif à la méthode de mesure à mettre en œuvre pour le contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle relative aux fibres céramiques réfractaires

4.6 Plomb

- **Arrêté du 21 décembre 2021** définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
- **NF X 46-035 de Juin 2021**- Repérage plomb avant travaux
- **INRS - ED6374 d'août 2020** – Intervention sur les peintures contenant du plomb
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP) ;
- **Arrêté du 19 août 2011** relatif au diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP),
- **Décret n° 2009-1570 du 15 décembre 2009** relatif au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail ;
- **Arrêté du 15 décembre 2009** relatif aux contrôles techniques des valeurs limites d'exposition professionnelle sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des organismes chargés des contrôles
- **Arrêté du 12 mai 2009** relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique ;
- **Norme NF X 46-030 d'avril 2008** « diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb »,
- **Norme NF X 46-031 d'avril 2008** « diagnostic plomb - analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb »,
- **Norme NF X46-032 d'avril 2008** « Diagnostic plomb – Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol » d'avril 2008
- Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques
- Article R4412-149 (VLEP) Modifié par Décret n°2012-746 du 9 mai 2012 - art. 1 ;
- Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés
- Arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement
- Les articles R1334-1 à R1334-13 du code de la santé publique (Sous-section 1 : Signalement des cas de saturnisme et des risques d'exposition au plomb des personnes mineures - prescription et contrôle des travaux)
- Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013, relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans
- L'entreprise suivra également les recommandations publiées notamment par l'OPPBTP, le Ministère du Logement, l'INRS, le Ministère du Travail et le CSTB.

4.7 Prescriptions relatives à l'environnement, aux ISD, aux transports

- **INRS ED6134** : Le transport des matières dangereuse – l'ADR en question – août 2020
- **INRS ED6028** : Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets – Guide de prévention – mars 2019
- **Arrêté du 15 février 2016** relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- **Arrêté du 12 mars 2012** relatif au stockage des déchets d'amiante
- **Arrêté du 29 mai 2009** modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres
- **Arrêté du 16 février 2006** modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- **Arrêté du 30 décembre 2002** modifié relatifs aux déchets dangereux
- **Règlement ADR** accord européen relatif aux transports de marchandises dangereuses par route
- Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)
- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718)
- Circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-369
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres
- Règlement RID règlement européen relatif au transport des marchandises dangereuses par voie ferrée
- Règlement ADN (accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures)
- Guide pour la gestion du risque amiante sur les plate-forme de gestion des déchets du BTP de mai 2019

4.8 Autres normes relatives à l'amiante

- NF EN 143 Appareils de protection respiratoire – filtres à particules – exigences, essais, marquage - février 2021
- NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014) - avril 2019
- NF X 46-011 Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises - Décembre 2014
- NF EN 12021 Appareils de protection respiratoire — Gaz comprimés pour appareil de protection respiratoire - juin 2014
- NF X 46-010 Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales - Août 2012
- NF EN 1886 Ventilation des bâtiments – caissons de traitement d'air – performance mécanique - janvier 2008
- NF EN 529 Appareils de protection respiratoire — Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance — Guide (indice de classement : S 76-005) - janvier 2006
- NF EN 12941 Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034) - décembre 1998
- NF EN 12942 Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035) - décembre 1998

4.9 Prescriptions, normes relatives aux risques électriques

- NF C14-100 de juillet 2021 - Installations de branchement à basse tension
- NF C13-200 de juin 2018 - Installations électriques à haute tension pour les sites de production d'énergie électrique, les sites industriels, tertiaires et agricoles
- NF C13-100 d'avril 2015 - Postes de livraison alimentés par réseau public de distribution HTA (jusqu'à 33 kV)
- UTE C 15-401 de Janvier 2004 Guide pratique - Groupes électrogènes - Règles d'installation.
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité
- NF C15-100 de décembre 2002 - Installations électriques à basse tension (complétée avec la mise à jour de juin 2005)
- Règles UTE notamment : C 15-103, 105, 106 / UTE C 15-402, 421, 520, 559,
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Décret n°72-1120 du 14 décembre 1972, modifié par le décret n°2001-222 du 6 mars 2001, relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.
- D.T.U. n°70.1 et 70.2 du CSTB.

4.10 Normes relatives aux installations et activités en hauteur

- NF EN 74-1 à 3 de mars 2022 Raccords, goujons d'assemblage et semelles pour étalements et échafaudages - Partie 1 à 3 - Exigences et modes opératoires d'essai
- NF EN 1004-2 de novembre 2021 - Echafaudages roulants en éléments préfabriqués - Partie 2 : règles et lignes directrices pour la préparation d'un manuel d'instructions
- NF EN 13374+A1 de décembre 2018 Garde-corps périphériques temporaires - Spécification du produit - Méthodes d'essai
- NF EN 1808 de Juillet 2015 - Exigences de sécurité des plates-formes suspendues à niveau variable - Calculs, stabilité, construction - Examens et essais - Plates-formes suspendues à niveau variable
- NF P93-354 de Mars 2011 - Équipements de chantier - Echafaudages en console - Spécification du produit - Méthode d'essai
- NF EN 14502-1 de Juillet 2010 - Appareils de levage à charge suspendue - Équipements pour le levage de personnes - Partie 1 : nacelles suspendues
- NF E85-200 de Décembre 2006 - Echafaudages domestiques - Exigences minimales de sécurité
- NF EN 1004 de Mai 2005 - Echafaudages roulants de service en éléments préfabriqués - Matériaux, dimensions, charges de calcul et exigences de sécurité - Echafaudages roulants de service en éléments préfabriqués
- NF EN 12810-2 de Septembre 2004 - Echafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 2 : méthodes particulières de calcul des structures
- NF EN 50374 de Septembre 2004 - Nacelles suspendues
- NF EN 12811-1 d'Août 2004 - Équipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général
- NF P93-521 de Mai 2002 Equipement de chantier – tours d'accès de chantier à échelles, à marches ou escaliers – matériaux – dimensions – charges de calcul – exigences de résistance et de sécurité – Essais.
- NF EN 39 de Juin 2001 - Tubes libres en acier pour échafaudages à tubes et raccords - Conditions techniques de livraison
- NF P93-520 de Novembre 1997 Equipement de chantier – Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur.

4.11 Réglementation européenne

- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale
- Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail
- Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services.

4.12 Lutte contre le Covid-19

Sont applicables aux opérations objets du présent CCTP les préconisations des textes suivants :

- Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 – version du 22/03/2022 ou plus récente
- Arrêté du 17 février 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- CNAM d'octobre 2020 - COVID-19 - Risques sanitaires et professionnels lors des interventions sur des peintures contenant du plomb
- Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19
- SYRTA : Guide d'aide à l'analyse des risques pour les entreprises (pour la réalisation de leurs chantiers de désamiantage-déplombage) COVID 19 - V8 – 29/04/2020 ou plus récente
- Ministère du travail – DGT - points de vigilance pour permettre la reprise des opérations amiante à la suite du confinement rendu nécessaire par l'épidémie de covid-19